

APPEL A CONTRIBUTIONS / NUMERO SPECIAL

Revue Management & Avenir Santé, N°10, 2023

Le développement de l'activité physique à des fins de santé

Rédactrices en cheffes invitées : Manuela BARDET et Sandrine KNOBE

*Date limite de la soumission des articles : **11 septembre 2023***

Appel à communication

Les sociétés occidentales se sont sédentarisées. Sociétés plus qualifiées, visant le confort, les « corps » sont moins sollicités dans le monde du travail du secteur tertiaire en pleine expansion. De l'entreprise du secteur primaire créatrice d'emploi ouvrier et d'équipes pour le représenter (ASPTT, Bâtiment...), on passe à des modèles d'entreprises éclatées, numérisées et aux frontières de plus en plus floues. En parallèle, depuis un demi-siècle nous sommes passés de l'activité physique comme composante essentielle du travail ouvrier ou comme créateur de liens sociaux au travail (Fridenson, 1989) – lorsque située en dehors du milieu compétitif des fédérations sportives (Loret, 2003) – à des modèles divers de l'activité physique, devenue marque de dynamisme au travail (Barbusse, 2002; Burlot et al., 2009), de « culte du corps » (Breton, 2018), d'identité sociale et de loisir (Loret, 2003), ou alors facteur de santé.

La dimension sanitaire a pris un élan accéléré dans les dernières décennies. Si les liens entre sport et santé sont anciens, ils prennent des formes nouvelles dans les années récentes, notamment dans un contexte « alarmant » de lutte contre la sédentarité (Defrance et al., 2021; Génolini & Clément, 2010). Modalité thérapeutique dans les années 60 et 70, en lien notamment avec les maladies cardiovasculaires (Favier-Ambrosini, 2016), l'activité physique s'est peu à peu développée en milieu médical, notamment à travers l'éducation thérapeutique du patient en diabétologie (Perrin, 2021). Depuis, l'activité physique adaptée et à fins de santé continue à se développer, s'étendant à de nombreuses pathologies, par exemple en oncologie (Villaron & Cuvelier, 2019), ou à des populations spécifiées pour leurs caractéristiques sociales, comme les personnes âgées (Collinet & Schut, 2016) ou les femmes enceintes (Evenson et al., 2014). Soutenue par des politiques volontaristes, une diversité d'actions a été mise en œuvre avec l'émergence spécifique de services, programmes et offres – publics comme privés désormais – de l'activité physique à des fins de santé (Favier-Ambrosini, 2020; Le Bihan & Collinet, 2016; Perrin, 2021).

Les politiques publiques en Europe se sont emparées de ce phénomène en incitant et en promouvant les activités physiques et de santé auprès de la population générale (Breda et al., 2018). Dans cet esprit, on retrouve en France de nombreux programmes, plans et stratégies, dont les Programmes Nationaux Nutrition Santé (PNNS), les Plans Régionaux Sport Santé Bien Être (SSBE), ou la nouvelle Stratégie Nationale Sport Santé (2019-2024). En outre, depuis la loi de modernisation du système de santé lancée en 2016 (loi n° 2016-41), l'activité physique adaptée est inscrite dans le code de la santé, et met désormais à contribution les médecins traitants, invité·es à « prescrire » de l'activité physique adaptée (APA) aux personnes atteintes d'affection de longue durée ou de maladie chronique (Knobé, 2019; Le Bihan & Collinet, 2016). De nouvelles offres, de nouveaux dispositifs et de nouveaux réseaux interprofessionnels ont vu le jour, dont certains sont devenus labellisés « Maisons Sport-Santé » par les Ministères du sport et de la santé. Toutes ces politiques ont impulsé de nouvelles formes de coopération entre acteurs et champs d'action liés au sport et à la santé, impactant les modalités de développement des offres et de leur mise à disposition et en réseau, le secteur étant en plein développement.

Ce numéro spécial vise à saisir différentes dimensions organisationnelles et managériales du développement de l'activité physique à des fins de santé. Cette dernière a longtemps été objet de recherches visant à saisir certains de ses effets bénéfiques, que ce soit dans des champs de recherche en médecine, en santé publique ou en physiologie ou psychologie de l'exercice en STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives). Or, moins d'études ont adopté des approches managériales pour saisir leurs processus d'organisation ou de développement. L'enjeu est pourtant de taille, étant donné les évolutions accélérées des lois, stratégies et politiques publiques qui influencent et régulent le secteur, sans compter la naissance et le développement considérable d'offres, de programmes ou de dispositifs d'orientation, dont le nombre et les types d'acteurs impliqués ne cessent de s'accroître et de se diversifier.

Dans cette optique, les contributions pourraient se décliner en plusieurs axes, dans le prolongement des recherches menées jusqu'à présent sur cette thématique :

- le déploiement de politiques publiques dont l'activité physique à des fins de santé constitue la visée principale (e.g., les décrets de la loi de modernisation du système de santé) ou un volet complémentaire (e.g., politiques visant les mobilités « douces » ou « actives ») (Gasparini et al., 2015; Knobé, 2019; Le Bihan & Collinet, 2016; Marsault, 2017; Perrier et al., 2023; Perrin, 2021; Vieille Marchiset, 2019) ;
- le développement d'offres d'activité physique à des fins de santé au sein de structures sportives tels les fédérations ou clubs sportifs (Perrier, 2021) ou au sein d'autres types de structures qu'elles soient liées à la santé ou à la maladie (Duval et al., 2016), à l'éducation (Laure et al., 2010), à l'insertion sociale ou à d'autres finalités ;
- le développement de pratiques d'activité physique au travail auprès des personnels, qu'il s'agisse d'approches en gestion de ressources humaines visant l'encadrement de problématiques individuelles (Chelladurai, 2014), ou d'approches managériales visant des effets plus collectifs : comme l'accomplissement au travail ou l'engagement

volontaire des salarié·es au service des objectifs de leur employeur (Burlot et al., 2009; Pierre, 2015; Pierre & Barth, 2010; Pierre & Pichot, 2020).

Il est attendu des contributions : l'usage d'une variété d'approches en termes de méthodes ; le recours à différentes disciplines scientifiques (gestion, sociologie, histoire, psychologie, santé publique...) et une variété des espaces ou des échelles d'enquête (locales, nationales ou internationales).

oooooooooooo

Calendrier provisoire

- Diffusion de l'appel à partir de mai 2023
- **Date limite de la soumission des articles de recherche : 11 septembre 2023**
- Notification d'acceptation pour publication : octobre 2023
- Le numéro spécial est prévu pour publication en décembre 2023

oooooooooooo

Instructions aux autrices et auteurs

Le manuscrit complet ne doit pas excéder 5 000 à 8 000 mots (tout inclus). Le texte doit être présenté en interligne double, et utiliser la police Times 12. Les titres et les sous-titres doivent utiliser la numérotation décimale (1., 1.1., 1.1.1.). Les pages doivent être numérotées.

Le texte soumis doit inclure une page de titre, qui comporte les informations suivantes :

- Titre
- Nom des auteurs et affiliations
- Adresse permanente
- Un résumé et un abstract de 400 mots maximum doivent être proposés.
- 3 à 6 mots-clés doivent être proposés.

Les références dans le corps du texte doivent être présentées entre parenthèses, par nom d'auteur, suivi de la date de publication par exemple (Mick et Morlock, 2008). Si plusieurs références du même auteur sont citées, mettre en premier les références les plus anciennes. A la fin de l'article, les références citées dans le corps du texte doivent être listées (sans numérotation) par ordre alphabétique des auteurs. Pour les références ayant plus de 4 auteurs, utiliser la forme Mick et al.. Si plusieurs références ont le même auteur et la même date, utiliser les lettres « a, b, ... » placées après la date pour les distinguer, par exemple (Mick, 2001a). Merci de respecter le format de citation suivant :

- Article de revue : POLLITT C. (2001), « Convergence : The Useful Myth ? », Public Administration, Vol. 79, n° 4, p. 933-947.

- Ouvrage : GALBRAITH J.-K. (2008), The Predator State, Free Press, New York.

Annexes - Le document ne doit comporter aucune annexe. Les schémas, tableaux et figures jugés essentiels doivent être inclus dans le corps du texte.

Soumettre par mail à : **rma.sante@managementetavenir.fr**

oooooooooooo

Comité scientifique invité

- Manuela Bardet, Maîtresse de conférences, Université Côte d'Azur, GRM, France
Manuela.BARDET@univ-cotedazur.fr
- Denis Bernardeau-Moreau, Professeur des universités, Université de Lille, UREPSS, France. denis.bernardeau-moreau@univ-lille.fr
- Clément Ginoux, Maître de conférences, Université Grenoble Alpes, SENS, France.
clement.ginoux@univ-grenoble-alpes.fr
- Sandrine Knobé, Ingénieure de recherche HDR, Université de Strasbourg, E3S, France. knobe@unistra.fr
- Antoine Langeard, Maître de conférences, Université de Caen Normandie, COMETE, France. antoine.langeard@unicaen.fr
- Florian Lebreton, Maître de conférences HDR, Université de Lille, TVES, France.
florian.lebreton@univ-littoral.fr
- Valérie Morales-Gonzales, Maîtresse de conférences, Université d'Orléans, ÉRCAÉ, France. valerie.morales-gonzales@univ-orleans.fr
- Antoine Noel-Racine, PhD ATER, Université Côte d'Azur, LAMHESS, France.
Antoine.NOEL-RACINE@univ-cotedazur.fr
- Lilian Pichot, Maître de conférences HDR, Université de Strasbourg, E3S, France.
pichot@unistra.fr

Pour tout contact :

Management Prospective Editions (MPE), 136 boulevard Maréchal Leclerc – 14000 Caen

Mail : rma.sante@managementetavenir.fr, Site-web : <http://www.managementetavenir.net>

oooooooooooo

Références

- Barbusse, B. (2002). Sport et entreprise: Des logiques convergentes ? *L'Année sociologique*, 52(2), 391–415.
- Breda, J., Jakovljevic, J., Rathmes, G., Mendes, R., Fontaine, O., Hollmann, S., Rütten, A., Gelius, P., Kahlmeier, S., & Galea, G. (2018). Promoting health-enhancing physical activity in Europe: Current state of surveillance, policy development and implementation. *Health Policy*, 122(5).
- Breton, D. L. (2018). *La sociologie du corps*. Humensis.
- Burlot, F., Pichot, L., & Pierre, J. (2009). La construction de savoirs managériaux en entreprise avec recours aux conférenciers sportifs. *Sciences de la société*, 77.
- Chelladurai, P. (2014). *Managing Organizations for Sport and Physical Activity: A Systems Perspective*. Taylor & Francis.
- Collinet, C., & Schut, P.-O. (2016). Les modes de prise en charge du public dans la prévention du vieillissement par les activités physiques au niveau local. *Sante Publique*, S1(HS), 41–49.
- Defrance, J., El Boujjoufi, T., & Hoibian, O. (2021). *Le sport au secours de la santé*. Croquant.
- Duval, E., Ferez, S., Thomas, J., & Schuft, L. (2016). La construction de la valorisation de l'activité physique: Le rôle des associations VIH. *Santé Publique*, S1(HS).
- Evenson, K. R., Barakat, R., Brown, W. J., Dargent-Molina, P., Haruna, M., Mikkelsen, E. M., Mottola, M. F., Owe, K. M., Rousham, E. K., & Yeo, S. (2014). Guidelines for Physical Activity during Pregnancy: Comparisons From Around the World. *American Journal of Lifestyle Medicine*, 8(2).
- Favier-Ambrosini, B. (2016). Socio-histoire du lien entre activité physique et santé de 1960 à 1980. *Sante Publique*, S1(HS), 13–24.
- Favier-Ambrosini, B. (2020). *Émergence, construction et diffusion du sport-santé: Les Réseaux Sport-Santé Bien-Etre : d'une politique publique nationale aux ajustements locaux [Thèse de doctorat]*. Université Paris-Est.
- Fridenson, P. (1989). Les ouvriers de l'automobile et le sport. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 79(1), 50–62.
- Gasparini, W., Knobé, S., & Didierjean, R. (2015). Physical activity on medical prescription: A qualitative study of factors influencing take-up and adherence in chronically ill patients. *Health Education Journal*, 74(6), 720–731.
- Génolini, J.-P., & Clément, J.-P. (2010). Lutter contre la sédentarité: L'incorporation d'une nouvelle morale de l'effort. *Sciences sociales et sport*, 3(1).

Knobé, S. (2019). La prescription médicale d'activité physique et perspectives socio-écologiques. *Sante Publique*, 31(6), 827–836.

Laure, P., Binsinger, C., & Ambard, M.-F. (2010). « La santé à grands pas »: Intérêt d'un conseil personnalisé pour la promotion de l'activité physique en lycée professionnel. *Science & Sports*, 25(2), 61–67.

Loret, A. (2003). *Génération glisse*. Autrement.

Le Bihan, G., & Collinet, C. (2016). Les activités physiques au cœur de l'actualité en santé. *Sante Publique*, S1(HS), 9–11.

Marsault, C. (2017). Le sport-santé, un objet médical, social ou sportif? Le dispositif strasbourgeois « sport-santé sur ordonnance » comme objet politique transversal. *Sciences sociales et sport*, 10(1), 21–49.

Perrier, C. (2021). Reconfigurations du mouvement sportif français face aux injonctions normatives du « sport-santé ». Le cas du « basket santé ». *SociologieS*. <http://journals.openedition.org/sociologies/15701>

Perrier, C., Collinet, C., Dalla Pria, Y., Honta, M., Perrin, C., Sayeux, A.-S., Tajri, Y., Terral, P., & Vieille-Marchiset, G. (2023). 5. Santé et bien-être par les activités physiques et sportives: D'une littérature proluxe à sa prise en compte par l'action publique. In S. Ferez (Ed.), *Le sport, un objet social* (pp. 103–114). Éditions A. Athéna.

Perrin, C. (2021). L'émergence de l'activité physique adaptée dans le parcours de soins des maladies chroniques: Entre réadaptation et éducation salutogénique. *SociologieS*. <http://journals.openedition.org/sociologies/15632>

Pierre, J. (2015). Quand le mouvement sportif s'invite en entreprise. *Jurisport. La Revue Juridique et Économique Du Sport*, 153, 42–45.

Pierre, J., & Barth, I. (2010). Un esprit sain dans un corps sain: Promouvoir le sport au travail. *Gestion*, 35(3), 86–94.

Pierre, J., & Pichot, L. (Eds.). (2020). *Le sport au travail. Bien-être & management*. Octares.

Vieille Marchiset, G. (2019). *La conversion des corps. Bouger pour être sain*. Harmattan.

Villaron, C., & Cuvelier, S. (2019). Sport et cancer. *Cancer(s) et psy(s)*, 4(1), 143–148.